

Transport aérien (page 4)

# Les agences de voyage recadrées



Le ministère du Commerce, du Transport, de l'Industrie et du Tourisme déclare ne pas reconnaître les agences de vente des billets d'avion. Celles-ci sont sommées de se faire agréer audit ministère moyennant les catégories, la date limite est fixée au 31 mars 2023.

ENTREPRENEURIAT

ENVIRONNEMENT

GENRE



Femmes entrepreneures

Ces femmes entrepreneures qui bravent les "interdits" (page 2)



Gatumba

Vers la délocalisation des habitants des quartiers Mushasha I et II (page 4)



Kirundo-Ntega

Quatre femmes tuées par leurs époux... (page 5)



La Mairie de Bujumbura rappelle à tout contribuable propriétaire de parcelle sise dans la ville de Bujumbura et celui qui exerce une activité commerciale, artisanale, industrielle et profession libérale que la période légale de déclaration et de paiement des impôts et taxes débute le 02 Janvier 2023 et se clôturera le 30 mars 2023.

Plus de détails à la page 2

## Editorial

## Le billet vert s'envole



Benjamin Kuriyo,  
Directeur de publication.

d'affaires pour un pays qui dépend substantiellement des importations et qui sombre dans une spirale inflationniste. Quand les importations sont chères, les prix augmentent en conséquence. On parle de l'inflation importée. C'est le cas pour le Burundi qui importe 35% pour compléter l'offre alimentaire.

Les opérateurs économiques suivent avec intérêt le comportement du marché de change qui dicte la fixation des prix. Ce mercredi 1er mars 2023, le billet vert valait 2 090 Fbu sur le marché officiel contre 3 890 Fbu sur le marché parallèle. Il importe de signaler que le marché parallèle reflète la situation économique de notre pays d'autant plus qu'il finance les importations à hauteur de 74%. Depuis des mois, la Banque centrale initie une série de réformes pour tenter d'endiguer la spéculation autour des devises et casser l'écart entre les deux marchés. La nouvelle équipe

à la tête de la Banque des banques se penche prudemment sur les stratégies à adopter tout en anticipant sur le comportement des acteurs.

Dans cette logique, la Banque centrale a autorisé la réouverture des bureaux de change. Désormais, les transferts instantanés de fonds sont autorisés et les hôtels peuvent percevoir les devises étrangères. Pour résorber l'écart entre le marché noir et le marché parallèle, certains anticipent et proposent la dévaluation pure et simple du Fbu. Le Premier ministre suggère des mesures prudentielles. Sinon, c'est toute l'économie nationale qui risque de s'effondrer. « La dévaluation immédiate de la monnaie risque d'embraser la situation d'autant plus que les spéculateurs vont en profiter pour creuser l'écart, a-t-il déclaré devant le Parlement réuni en congrès.

Dans le contexte actuel, les économistes

déconseillent la dévaluation spontanée de la monnaie. « On ne résout pas les problèmes structurels par des mesures monétaires. Si demain la Banque centrale fixe le taux à 3300 Fbu, le taux sur le marché parallèle sera de 4500 Fbu et le cycle va continuer », a déploré professeur Léonce Ndikumana lors d'une conférence-débat organisée par la BRB en août dernier.

Le Président de la République trouve que la situation économique actuelle tire son origine du désordre financier qui a eu lieu depuis 2016 en matière de gestion des devises et de la politique de refinancement. Il rassure que le pays s'en sort petit à petit et que la situation sera maîtrisée d'ici peu. « La situation est sous contrôle », lit-on sur le compte twitter de la Banque centrale.

Ainsi, la Banque de la République du Burundi tient à rassurer les importateurs et les invite à ne pas être désorientés par

la hausse de type spéculatif du dollar américain encore observée ces derniers jours. Pour le moment, la BRB entame une action d'identification des vrais importateurs en vue de bien organiser le marché interbancaire des devises. Dans l'avenir, les importateurs pourront s'approvisionner sur ce marché pour leurs besoins en importations.

Les interventions de la Banque centrale sur le marché de change concordent avec les grandes recommandations issues du forum national sur le développement du Burundi qui s'est tenu en novembre 2021. Lors des assises, l'éminent professeur Léonce Ndikumana avait encouragé le gouvernement à initier des réformes. « L'inaction n'est pas une option. Chaque jour qui passe rend le problème plus difficile à résoudre. Et chaque jour qui passe décourage les gens qui attendent des solutions à ce problème », a-t-il déclaré.

La politique de libéralisation du marché de change en cours attire l'attention du public. Sur le marché de change, il s'observe une flambée spectaculaire du billet vert. La valeur du dollar américain augmente en flèche. Ce qui inquiète les milieux



## COMMUNIQUE



La Mairie de Bujumbura rappelle à tout contribuable propriétaire de parcelle sise dans la ville de Bujumbura et celui qui exerce une activité commerciale, artisanale, industrielle et profession libérale que la période légale de déclaration et de paiement des impôts et taxes débute le 02 Janvier 2023 et se clôturera le 30 mars 2023. Le formulaire de déclaration peut être retiré et déposé tous les jours ouvrables de 7h30 à 17h30 à l'Hôtel de Ville sis à l'avenue de l'Université n°1.

## Les documents exigés pour les nouveaux contribuables :

1. Une copie de la carte nationale d'identité, 1 photo passeport pour les personnes physiques et pour la succession, l'Acte de notoriété;
2. les copies du registre de commerce, des statuts, du NIF pour les sociétés commerciales privées;
3. les copies du décret et du NIF pour les sociétés commerciales publiques;
4. Une copie de l'ordonnance d'agrément et le NIF pour les ASBL;

## Pour les contribuables déjà enregistrés :

Le numéro d'identification du contribuable (NIC) et PPV pour l'impôt foncier et le numéro d'identification du contribuable (NIC) et l'AS pour les taxes.

La Mairie de Bujumbura prie toute personne qui entend/lit le présent communiqué d'en faire une large diffusion. Elle profite de l'occasion pour souhaiter à ses contribuables les meilleurs vœux du nouvel an.

## Ces femmes entrepreneures qui bravent les "interdits"

La culture constitue une barrière à l'autonomisation de la femme burundaise. Chanice Obella Mirukiro a brisé le tabou. Elle entreprend dans l'apiculture et entend aller plus loin. Pour parvenir à se lancer, elle aura essuyé les critiques de son entourage et laisser derrière elle les conseils décourageants



Chanice Obella Mirukiro, fondatrice et DG de l'entreprise CSTL: « C'était ma passion depuis mon enfance d'élever les abeilles et cela correspond à mon cursus de formation ».

pour Chanice Obella Mirukiro. Diplôme de master en poche, la jeune fille a décidé de se lancer dans le métier d'apiculteur et a créé une entreprise dénommée Chan Sovitech Limited (CSTL). « C'était ma passion depuis mon enfance d'élever les abeilles et cela correspond à mon cursus de formation », explique-t-elle sourire aux lèvres. Mirukiro est détentrice d'un diplôme de master en science et technologie des aliments et affirme que le savoir acquis au banc de l'école lui est utile dans ses activités. En 2019, elle a lancé son entreprise avec l'objectif de produire, de transformer et de vendre son miel. A deux ans de son existence, elle a déjà commencé à mettre ses produits sur le marché.

Faisant face à l'insuffisance de la production au début, Mirukiro a dû mobiliser d'autres groupes d'apiculteurs pour lancer son business le plus vite possible. En misant sur le travail en synergie, les producteurs du miel avaient l'objectif de se faciliter certaines tâches dont la recherche des marchés d'écoulement. Tout de même, cette stratégie permet à Obella Mirukiro de satisfaire la demande dans le cas où le client sollicite une grande quantité. « Le marché est aujourd'hui vaste et les entreprises qui ont besoin du miel et de ses dérivés se multiplient », explique Mirukiro qui insiste sur le besoin d'augmenter la production du miel. Actuellement, la jeune entreprise de Mirukiro emploie 4 personnes dans le service commercial. Elle indique également posséder des ruches à l'intérieur du pays pour produire le miel en grande quantité.

## Braver la peur pour atteindre ses objectifs

La jeune entrepreneure Chanice Obella Mirukiro a dû faire face à de nombreuses

barrières avant de lancer son entreprise. Encore enfant, Mirukiro a été passionnée par le métier de son père. Celui-ci était apiculteur. Malheureusement, Mirukiro ne sera pas encouragée par son père dans son ambition de devenir apicultrice. Il refusait toujours de lui expliquer tout ce qui concerne ce métier, arguant qu'il ne s'agit pas d'un métier pour filles.

Alors qu'elle s'est lancée dans l'élevage des abeilles à la fin de ses études universitaires, elle a continué à se heurter à certains obstacles culturels. « Beaucoup de gens ne me comprenaient pas. Ils me disaient que j'échouerais ou que je ne produirais jamais le miel et que je risquais d'être un "porte-

malheur" pour ce métier, car il ne s'agit pas d'un métier pour femmes », raconte-t-elle. Pour d'autres, le métier d'apiculteur est assez banal, car il ne peut pas être exercé par une personne disposant d'un diplôme aussi élevé.

Cependant, la jeune entrepreneure ne compte pas lâcher prise. Interrogée sur ses objectifs, Mirukiro a été on ne peut plus brève. Pour cette jeune entrepreneure, il faut être patient, y aller étape par étape. Elle indique que son entreprise est encore jeune, mais qu'elle a confiance dans son avenir qu'il espère radieux.

Jonathan Ndikumana

**BurundiEco**  
Média d'information socio-économique et politique

C. d'Uvira à 400m de l'ex-BINUB dans les enceintes de Hope Design Imprimerie

Référence CNC : 100/CNC/236/2012  
Parution le vendredi  
Tirage : 3000 exemplaires  
Directeur de publication et Rédacteur en chef : Benjamin Kuriyo  
Rédacteur en chef adjoint: Mélance Maniragaba  
Service commercial : +257 22 277868 / 65800014

## Taux de change du 02 Mars 2023

Sources : BRB/www.brb.bi et divers

Monnaies étrangères	Marché officiel		Marché parallèle	
	Acheteur	Vendeur	Acheteur	Vendeur
Dollar USA	2057	2090	3630	3680
Euro	2188	2224	3840	3890
Shi. Kenyan	16,1801	16,4411	26	26,5
Shi. Tanzanien	0,8792	0,8934	1,2	1,25
Shi. Ougandais	0,5523	0,5612	0,7	0,8
Fr Rwandais	1,8896	1,9201	3	3,06

# La ZES-Burundi métamorphosée en espace agricole

Les travaux de construction de la Zone Economique Spéciale du Burundi (ZES-Burundi) sont à l'arrêt. Le site se transforme progressivement en champs de coton et autres cultures. La piste d'accès à cette zone est dans un état de défectuosité inouïe. Reportage

Nous sommes jeudi le 23 février 2023. Vers 10h et demi, une équipe de reporters de l'hebdomadaire socio-économique Burundi Eco monte à bord d'un véhicule de type probox et prend le départ vers le quartier Warubondo situé dans la zone Gatumba de la province Bujumbura.

C'était pour se rendre compte de l'état des lieux des travaux de construction de la Zone Economique Spéciale du Burundi (ZES-Burundi).

Dans la joie et dans la bonne humeur, nous empruntons la Chaussée d'Uvira. Le voyage est bon, car la route est macadamisée. Pas de nids de poule. Et jusqu'au chef-lieu de la zone Gatumba, il n'y a pas de secousses.

Pourtant, le pire de notre voyage commence dès qu'on arrive à la jonction de la chaussée d'Uvira et de la route qui mène vers Warubondo.

## La piste d'accès à la ZES-Burundi délaissée

Cette piste n'est pas goudronnée et est dans un état de défectuosité inouïe. Elle est délaissée et est émaillée de beaucoup de nids de poule. Ce n'est pas une piste praticable par n'importe quel véhicule. Suite à ces désagréments, le chauffeur est contraint de



Dans une autre partie de la ZES-Burundi est érigé un marché qui n'est pas fonctionnel.

diminuer la vitesse pour éviter que le véhicule ne soit abîmé.

Malgré ce parcours de combattant, nous franchissons les enceintes de la ZES-Burundi. Le site de ladite zone n'est pas pour le moment clôturé comme avant. On y entre facilement. Une partie de cette zone est embellie par de belles cultures. Ce sont entre autres le coton et le maïs.

Dans une autre partie est érigé un marché qui n'est pas fonctionnel. Il est là comme une statue depuis les années 2021 selon des sources contactées sur place. Ce marché est

constitué d'une quatre-vingtaine d'échoppes et d'un hangar.

Il y a aussi des places réservées aux activités sanitaires et bancaires, un bloc administratif et une place réservée aux bouchers ainsi qu'une autre à la vente des médicaments (pharmacie). Ce marché est clôturé.

Et au cours de notre visite, nous avons aperçu trois sentinelles chargés de la sécurité de ce dernier.

## Les riverains inquiets de l'arrêt des travaux

Les habitants contactés s'inquiètent

du fait que les travaux de construction de la ZES-Burundi sont à l'arrêt. Ils n'ont aucune information sur la suite à réserver aux travaux de construction de cette zone. «Avec l'aval de la Compagnie de Gérance du Coton (COGERCO), nous y cultivons le coton. Nous l'associons aussi avec d'autres cultures comme le maïs, etc», confie une maman rencontrée à cet endroit en train de sarcler le coton.

Le chef de zone Gatumba n'y est pas allé par quatre chemins. Il a laissé entendre que les travaux de construction de la ZES-Burundi sont au point mort. Pourtant, il a précisé qu'il n'était pas au courant de ce qui est prévu pour la suite des travaux.

## Les défis soulevés par le gouvernement

Et, dans une visite effectuée ces dernières années par l'ex premier ministre burundais, Alain Guillaume Bunyoni accompagné des cadres des ministères sectoriels à Warubondo là où se déroulent les travaux de construction de la ZES-Burundi, ces hauts cadres de l'Etat ont été déçus.

Le ministre en charge du commerce a indiqué que ce dossier est entaché d'irrégularités au vu de l'objectif de la mise en place de cette ZES qui était de construire un grand marché pour approvisionner les commerçants locaux en marchandises au lieu de les importer de l'extérieur du pays, notamment en Chine et à Dubaï.

Le ministre de l'Environnement, de l'Agriculture et de l'Elevage a été également désemparé. «Déjà, le dossier de mise en œuvre de la ZES est incomplet», déplore-t-il.

Le ministre ayant les finances sans

ses attributions a ajouté que le degré des réalisations de la ZES-Burundi est insuffisant. De surcroît, il a souligné l'absence d'une feuille de route qui devrait être la boussole des réalisations du projet.

Il a aussi émis des doutes du fait que cette société avait importé des marchandises d'une valeur de 2,6 milliards de Fbu avec une exonération de 1 milliard 600 mille Fbu. Pourtant, il a été déçu du fait qu'on ne voit pas la trace de ces marchandises tout en tenant compte des rapports de l'OBR.

Parmi les défis, le premier ministre d'alors a ajouté un problème de communication suite à l'indisponibilité de l'une des parties prenantes de ce projet.

Euphrasie Bigirimana, Expert-Conseiller à la ZES-Burundi a rappelé ces derniers jours que la ZES-Burundi constitue la clé du développement du Burundi. Des industries naîtront. En outre, il y aura des activités connexes comme le tourisme, les marchés, les écoles, les restaurants modernes, etc. Bref, une fois effective, elle sera comme une bourgade où on trouve tout.

Et de conclure que la ZES-Burundi a été lancée par le décret présidentiel n°100/29 du 16 février 2017. La gestion de cette zone a été confiée à ProCerv, une société d'investisseurs et experts internationaux. Elle devrait être construite sur un terrain de 500 ha. Et quatre projets étaient sur l'agenda des réalisations du projet. Ce sont entre autres les travaux de construction d'une clôture et la viabilisation du site Warubondo, d'un barrage hydroélectrique et solaire ainsi que des hangars industriels et de captage de l'eau par forage.

Jean Marie Vianney Niyongabo

## ECONOMIE

# Burundi : l'industrialisation piétine

Le Burundi occupe la 51<sup>ème</sup> place en matière d'industrialisation sur les 52 pays africains classés. Cela ressort d'un rapport de 2022 sur l'industrialisation des pays africains rendu public par la Banque Africaine de Développement (BAD). Ce classement invite le gouvernement du Burundi à ne ménager aucun effort pour développer ce secteur fondamental dans la lutte contre le chômage et la pauvreté

Le Burundi a presque fait une marche sur place depuis 2010 en matière d'industrialisation. Selon le rapport de 2022 sur l'industrialisation des pays africains rendu public par la Banque Africaine de Développement (BAD), depuis 2010 le Burundi fait partie de la catégorie des pays quintiles inférieur en matière d'industrialisation. En 2016 et en 2017, le Burundi occupe la 50<sup>ème</sup> place sur 52 pays africains classés par la BAD. En 2018, le Burundi a perdu une place et a occupé l'avant dernière place avant la Gambie, une place qu'il n'a pas quitté depuis.

Selon Faustin Ndikumana, président de l'organisation burundaise Parole et Action pour le Réveil des Consciences et l'Evolution des Mentalités (PARCEM), ce classement invite le gouvernement du Burundi à ne ménager aucun effort pour



Le Burundi enregistre encore des manquements sur la quasi-totalité des secteurs susceptibles de booster l'industrialisation.

développer ce secteur fondamental dans la lutte contre le chômage et la pauvreté. D'ailleurs, selon ce rapport de la BAD, le développement d'une industrie productive est la stratégie la plus prometteuse pour créer des emplois formels à grande échelle et promouvoir une croissance dont les bénéfices sont largement partagés.

## Si la bonne volonté suffit...

Le gouvernement du Burundi a planifié différentes initiatives pour booster le secteur de l'industrie. On citerait entre autres l'adoption de la Politique Nationale d'Industrialisation du Burundi (PNIB) en 2020. Celle-ci se propose

qu'à l'horizon 2027 le Burundi disposera d'un tissu industriel dynamique, diversifié, compétitif, moteur du développement et de la transformation structurelle de l'économie. Le Burundi doit pouvoir transformer ses ressources naturelles pour que le secteur industriel puisse contribuer au moins à hauteur de 25% au PIB d'ici 2027, selon cette même politique. Les secteurs visés par cette politique sont l'agro-industrie, la manufacture (industrie du textile et de l'habillement, industrie de l'assemblage, industrie chimique), les mines, l'industrie hôtelière et touristique. Le développement des infrastructures d'appui à la production, les mécanismes de financement et la création d'un environnement favorable à l'industrialisation constituent la base.

L'industrialisation fait également partie des piliers de la transformation structurelle de l'économie du Burundi dans le Plan National de Développement (PND). La Stratégie Nationale de Développement Industriel et Commercial proposée dans ce document vise à diversifier l'économie nationale et faire du secteur industriel le moteur de la croissance économique du Burundi.

## Un long chemin plein d'embûches

Malgré cette bonne volonté du

gouvernement de promouvoir l'industrialisation, le Burundi enregistre encore des manquements sur la quasi-totalité des secteurs susceptibles de booster l'industrialisation. Il y a un grand déficit au niveau des infrastructures de base comme le chemin de fer, l'état défectueux la plupart des routes, etc. Le Burundi souffre également de l'insuffisance de l'eau potable pour promouvoir l'agro-industrie. Pour ce qui est de l'électricité, selon le PND 2018-2027, le Burundi aura besoin d'au moins 400 MW pour son industrialisation. Pourtant, la production actuelle de l'électricité avoisine 250 MW.

« En Afrique, le chemin de la prospérité passe par le développement industriel », lit-on dans ce rapport de la BAD. Cela signifie qu'il est difficile voire impossible pour un pays de se développer sans la contribution de ce secteur clé. Comme le suggère ce rapport, les gouvernements africains doivent promouvoir activement le développement industriels non seulement en créant les conditions favorables à l'industrialisation, à l'équipement en infrastructures, à la qualification de la main-d'œuvre et à l'amélioration du climat d'investissement, mais aussi en identifiant et en soutenant les industries naissantes.

Florence Inyabuntu

# Les agences de vente des billets d'avion déniées par le ministère des transports

Le ministère du Commerce, du Transport, de l'Industrie et du Tourisme déclare ne pas reconnaître les agences de vente des billets d'avion. Celles-ci sont sommées de se faire agréer audit ministère moyennant les catégories, la date limite est fixée au 31 mars 2023. Les retardataires seront sanctionnés d'une amende équivalente à 50% du prix de la carte d'agrément

La décision se trouve dans une ordonnance conjointe du ministère du Commerce, du Transport, de l'Industrie et du Tourisme et celui en charge des finances, du budget et de la planification signée le 26 janvier 2023.

Pour Ir Innocent Nibizi, directeur général du transport qui a présenté les articles de l'ordonnance aux agents des agences de vente des billets d'avion ce mercredi 1<sup>er</sup> mars 2023, ces derniers doivent se faire agréer avant le 31 mars du mois en cours.

« Les documents exigés sont, notamment le Numéro d'Identification Fiscale (NIF), le registre de commerce, les statuts. Ces agences doivent clairement indiquer leur adresse et montrer les documents démontrant qu'ils cotisent pour leurs employés à l'Institut National de Sécurité Sociale (INSS) », fait remarquer Ir Nibizi.



Une somme de 1000 USD est exigée pour l'inscription d'une agence étrangère de voyage aérien et une somme de 1 million de FBu est exigée pour l'inscription d'une agence nationale de voyage aérien.

Et de continuer : « Une somme de 1000 USD est exigée pour l'inscription d'une agence étrangère de voyage aérien et une somme de 1 million de FBu est exigée pour l'inscription d'une agence nationale de voyage aérien. Cela conformément à l'article 76 de la loi du budget général de l'Etat exercice 2022-2023 ».

Ir Nibizi annonce qu'une agence de vente de billets d'avion recevra en

retour une carte d'agrément d'une validité d'une année.

## Pour booster le tourisme

Le directeur général du transport annonce que cette décision a été prise pour faciliter les voyages dans le pays. Et de continuer : « Dans cette optique, nous prévoyons bientôt tenir également une réunion avec les compagnies aériennes ».

Ir Nibizi déplore que dans la sous-région, les billets d'avion sont chers comparativement à ceux de l'Europe. Cela sans toutefois donner les tarifs. « Nous voulons relever ce défi », martèle-t-il.

Malgré cette décision, Liliane Rubengebenge de « Fantastic Travel and Tours » indique qu'il existe des agences de voyage aérien qui fonctionnent depuis plus d'une vingtaine d'années. Celles-

ci sont enregistrées à l'Agence de Développement du Burundi (ADB), paient régulièrement des impôts à l'Office Burundais des Recettes (OBR), paient des garanties bancaires et chez les compagnies aériennes...

Donc, continue-t-elle, demander aux agences de vente des billets d'avion de se faire inscrire de nouveau les perturbera.

Et Bonus Kamwenubusa de « Nitra Agency » d'abonder dans le même sens : « Pas mal d'agences de voyage aérien sont déjà connues. D'ailleurs, la plupart d'entre elles collaborent avec l'Association du Transport Aérien International (IATA) ».

Daniella Nziyumvira de « Isange Travel Agency » estime que la mise en place d'une autorité de régulation du secteur serait un moyen efficace de régler les problèmes des agences de voyage aérien. Ce rôle devrait être joué par « Burundi Airlines ». Actuellement, la compagnie nationale ne remplit pas les conditions pour jouer ce rôle.

En tout, 143 agences de vente de billets d'avion ont été inventoriées par le ministère en charge des transports. Une dizaine d'entre elles sont des agences étrangères de voyage aérien. Si les 143 agences venaient de se faire agréer, le trésor public engrangerait autour de 133 millions de FBu et 10 mille USD.

Mélance Maniragaba

## ENVIRONNEMENT

### Gatumba

# Vers la délocalisation des habitants des quartiers Mushasha I et II

Le gouvernement en collaboration avec les partenaires s'active pour protéger les habitants de la zone Gatumba. Il est prévu la construction des digues de protection sur un linéaire de 2 km sur la rivière Rusizi. Et d'ajouter la délocalisation des habitants des quartiers Mushasha I et II vers Rumonge, Kabezi et Mubimbi

A l'occasion de la célébration de la journée mondiale de la protection civile qui a eu lieu ce mercredi le 1<sup>er</sup> mars 2023, Anicet Nibaruta, directeur général de la protection civile et président de la plateforme nationale pour la gestion des catastrophes a fait savoir que la protection civile en collaboration avec les partenaires techniques et financiers s'active pour protéger les victimes des inondations de la zone Gatumba, commune de Mutimbuzi dans la province de Bujumbura.

Selon lui, le gouvernement en collaboration avec ses partenaires compte construire des digues de protection sur les rives de la rivière Rusizi. C'est sur un linéaire de 2 km. Le budget alloué à ces travaux est déjà disponible. Il est estimé à 350 000 USD. Avec ces digues, les eaux de la rivière Rusizi ne vont plus envahir les quartiers riverains, précise Nibaruta.

Selon toujours lui, le gouvernement compte aussi délocaliser certaines victimes de ces inondations. Ceux qui habitaient dans les quartiers Mushasha I et II sont les plus visés, car ces quartiers sont jusqu'à maintenant inondés.

Ils seront installés à Rumonge, Kabezi et Mubimbi. « Nous allons les accompagner en leur construisant des maisons d'habitation », renchérit-il. Nibaruta demande aux ministères de la Solidarité et de l'Environnement de délimiter ces quartiers.

Quant aux victimes des inondations de Gatumba qui vivaient dans les autres quartiers, Nibaruta fait savoir qu'on compte les aider à se réinstaller dans leurs provinces d'origine.

## Gatumba, une zone agricole par excellence

Il argue que tous les occupants de la zone Gatumba sont originaires d'autres provinces. Sinon, auparavant, Nibaruta précise que cette localité était réservée à l'agriculture et à l'élevage.

Puisqu'il s'observe que les dégâts liés aux catastrophes s'alourdissent davantage au Burundi, Nibaruta demande à la population de s'approprier les actions de préparation et de réponse aux catastrophes. « Nous avons déjà mis en place des structures de gestion des catastrophes jusqu'au niveau collinaire », confie-t-il.

Il demande alors à la population de s'approprier ces actions pour le développement de la culture du risque.

## L'urbanisation sauvage, un problème majeur

Il a souligné qu'il a été constaté que l'urbanisation sauvage constitue un problème majeur. Les gens ne cessent pas de construire même



Le gouvernement compte aussi délocaliser certaines victimes des inondations de Gatumba. Ceux qui habitaient dans les quartiers Mushasha I et II sont les plus visés, car ces quartiers sont jusqu'à maintenant inondés.

dans des zones à haut risque. Ce qui amplifie les dégâts liés aux constructions anarchiques.

Il a fait remarquer que le ministère ayant les infrastructures dans ses attributions devrait accompagner les gens qui s'installent dans différents endroits pour qu'ils habitent dans des zones viabilisées.

« Aujourd'hui, nous avons des schémas directeurs qui ont été élaborés avec l'appui des partenaires. Pourtant, ils restent dans les tiroirs », déplore-t-il. Selon lui, ces documents devraient en principe être revalorisés. Ce sont ces derniers qui devraient guider les gens pour qu'ils ne s'installent pas

dans des zones à haut risque.

## Le Burundi doté d'une cartographie multirisque

Il se réjouit que le Burundi soit doté d'une cartographie multirisque. « C'est un outil qui doit être utilisé dans tous les secteurs de la vie nationale en ce qui concerne la planification du développement sectoriel. Il doit être pris en considération dans la prise des décisions. Il montre le degré de vulnérabilité des communes du pays », laisse entendre Nibaruta.

Selon toujours lui, cette cartographie montre que les

trois communes de la mairie de Bujumbura sont les plus exposées aux catastrophes naturelles. Et la municipalité de Bujumbura perd chaque année 33 millions USD suite aux effets du changement climatique, martèle Nibaruta.

Notons que malgré les avancées enregistrées en matière de protection civile, Nibaruta a fait remarquer que le Burundi dispose d'un centre national d'opération des urgences et le fonds de gestion des catastrophes. Pourtant, tous les deux ne sont pas encore opérationnels.

Jean Marie Vianney Niyongabo

## Kirundo-Ntega

## Quatre femmes tuées par leurs époux en l'espace de deux mois

Quatre femmes ont été tuées par leurs époux aux mois de décembre 2022 et janvier 2023 dans la commune Ntega de la province de Kirundo au Nord du pays. Une centaine de ménages, soit 531 ménages, ont été déjà identifiés dans cette commune comme ménages à risque de VBGs. L'impunité, le vagabondage sexuel pendant la période de récolte...en sont les causes. Toutefois, l'administration s'inquiète d'un phénomène nouveau de débauche qui s'amplifie



Pélégie Nyabuyoya, habitant la colline Mwendo : « Mon mari m'accusait depuis 3 ans de n'avoir pas des fesses bien formées pour continuer à dormir dans sa maison ».

Certaines femmes de la commune Ntega, une des sept communes composant la province de Kirundo au Nord du pays vivent la peur au ventre. Elles craignent d'être tuées par leurs époux, surtout que les violences basées sur le genre sont une réalité dans cette entité.

« Nos maris vont nous exterminer », murmure une trentaine de femmes membres de la coopérative « Akeza Kararonderwa », rencontrées le 21 février 2023 au bureau de leur coopérative sise au chef-lieu de la commune Ntega. Elles étaient en train de tisser des corbeilles et des paniers.

Une d'entre elle, Violette Nizigiyimana, originaire de la colline Monge de la commune Ntega, âgée de 38 ans et mère de 5 enfants est toujours sous le choc. « Ma voisine a été lynchée par son époux il y a de cela quelques semaines. Son corps a été retrouvé dans des herbes, un fardeau de haricots à côté. Cela pour fausser les enquêtes. Son mari reste toujours introuvable », déplore-t-elle avec un long soupir.

Pélégie Nyabuyoya, habitante la colline Mwendo, a failli être étranglée par son mari dimanche le 12 février 2023. Elle est actuellement en lieu sûr, d'après toujours elle. « Mon époux Jean Paul Nduwumwami voulait me dérober 235 mille BIF, une cagnotte que j'ai reçu après avoir vendu une portion de terre cédée par mes frères. Pourtant, nous nous étions convenus que cet argent devrait être utilisé dans les projets de développement du ménage, entre autres pour l'achat d'un porcelet et

de semences de haricot comme nous sommes dans la période de semis ».

Boursoufflures au niveau de la gorge et blessures au visage, la trentenaire et mère de quatre enfants informe qu'elle a refusé de donner cette cagnotte à son mari. Je me suis directement souvenue qu'il voulait prendre une concubine, indique Mme Nyabuyoya, avant de regretter que son mari l'accusait depuis 3 ans de n'avoir pas des fesses bien formées pour continuer à dormir dans sa maison.

Par contre, continue-t-elle, cela fait 16 ans qu'ils se sont mariés à l'état civil. Au mois d'avril prochain, ils ont prévu de célébrer leur mariage le jour de Pâques à l'église.

## Des slogans qui vont de mal en pis

«Urugo rubi rusumbwa n'agasho» (Un mauvais ménage est moins préférable que la prison.) «Nzokwica njenja kwirira umuceri mu mpimba hama bandekure» (Je vais te tuer et aller manger gratuitement le riz en prison pour enfin être relaxé), se désole Imelde Nyabuhinja, assistante au Centre de Développement Familial et Communautaire (CDFC) de Ntega.

La sexagénaire fait remarquer que depuis 2009 qu'elle est au service, les hommes qui dénigrent leurs femmes pensent qu'ils seront emprisonnés et relaxés après x temps. « Et si au moins on les emprisonnait et qu'on les contraignait à des travaux forcés pour qu'ils ne mangent pas gratuitement », martèle-t-elle avant de reconnaître que deux femmes ont été tuées cette année, trois l'année dernière et un homme la même année.

Et Béatrice Niyonkuru, une trentenaire, présidente du forum des femmes de Ntega d'abonder dans le même sens : « J'imagine qu'on peut comprendre le phénomène d'uxoricide comme une calamité à Ntega et prendre des mesures de prévention ».

Pour elle, les auteurs de ces crimes se vantent que même s'ils sont attrapés, ils vont mener une vie oisive dans la prison centrale de Ngozi et enfin être relâchés à un certain moment.

Mme Niyonkuru explique que tout n'est pas rose également chez les femmes. Pour cause d'égalité de genres ou de richesses, une minorité de femmes n'hésitent pas à malmenier leurs conjoints. Une

des voix à côté lâche : « Il existe des femmes qui arrivent à déclarer qu'elles ne vont pas élire un administratif qui ne favorisera pas la polygamie ».

## Gisitwe, la galère

La colline Gisitwe est l'une des collines de la commune Ntega où l'administration communale a identifié plusieurs ménages à risque de Violences Basées sur le Genre (VBGs), soit 69 ménages.

« Pendant la période de la récolte, mon mari vend toute la production. Il m'est difficile de me faire soigner et de faire soigner mon enfant une fois qu'on tombe malade. On ne trouve pas sur quoi se rabattre », se lamente Consolate Rukundo, habitant la colline Gisitwe, âgée de 25 ans et mère de 2 enfants.

Ezechiel Sebigo habite la colline Gisitwe. Trentenaire et père de 5 enfants, fait savoir que sa femme l'a abandonné au profit d'un autre homme. Il élève seul les enfants issus de leur union. « Lorsque nous nous rencontrerons en chemin, si elle ne me tue pas, moi je vais la tuer », avise-t-il.

Pascal Niboye alias Bocker, un trentenaire père de 7 enfants de la même colline, avoue que sa femme a fait tout son possible pour l'éliminer. « J'ai dû dépenser 200 mille BIF pour me protéger », annonce-t-il. Et Hatungimana, épouse de Niboye de répliquer : « Mon mari dépense tout dans le concubinage. J'ai dû lui foutre la paix et retourner chez mes parents ».

Gaudence Manirambona habite la colline Gisitwe. Agée de 40 ans et mère de 6 enfants, elle a été accusée du meurtre de son mari le 13 octobre 2022. Ce qu'elle nie, car, d'après elle, son mari est rentré à 21 heures et il est décédé d'une mort subite à 23 heures.

« J'ai été emprisonnée puis libérée pour cause de santé fragile et pour garder les enfants », explique-t-elle.

Pascal Nyabenda, chef de colline adjoint de Gisitwe, estime que sur 2500 ménages que comptent la colline Gisitwe, au moins 100 hommes sont fidèles, les autres

ont des deuxièmes bureaux. Et de préciser : « Les femmes qui ne tolèrent pas le comportement de leurs maris optent à leur tour pour la débauche ».

## La jeunesse dans la peur

« Nous ne voyons pas ce que nous allons devenir. Nos parents ne vaquent plus à leurs activités quotidiennes. Ils passent tout le temps à se quereller », avise Pascal Manirakiza, habitant à la colline Gisitwe. Agé de 22 ans, cet apprenant du lycée communal de Ntega confirme qu'il ne songe jamais à fonder un foyer de peur de vivre ce qu'il observe dans les ménages.

Jacqueline Mfashimana, une cultivatrice de la colline Gisitwe, souligne que chaque fois qu'un garçon lui fait des avances, elle refuse catégoriquement. « A 18 ans, je suis incapable de gérer les tracasseries que j'observe dans les ménages », poursuit-elle.

## Les familles des victimes en souffrent

« Si je trouve l'occasion de me venger, je le ferai », dit Euphrasie Ndurutse, habitant la colline Mihigo de la commune Ntega. D'une soixantaine d'années, cette mère de 8 enfants avise que sa fille Bernadette Nibigira a été sauvagement tuée par son mari Pascal Ahishakiye de la colline Mwendo.

Cependant, son fils François Habineza, frère de la victime n'est pas pour la vengeance car, pour lui, tuer l'auteur pourrait attiser la vengeance dans les familles, surtout que la victime ne ressuscitera pas.

## Danger social

« Nous avons inventorié 4 femmes tuées par leurs maris aux mois de décembre 2022 et janvier 2023 et identifié plus de 500 ménages à risque de VBGs dans la commune Ntega », précise Pierre Claver Mbanzabugabo, administrateur de la commune Ntega.

Les causes sont, selon lui, le gaspillage de la production, la polygamie, l'adultère, la débauche, l'ivresse et surtout l'impunité. « Très récemment, nous avons recensé une quarantaine de maris qui ont tué leurs femmes, mais qui ont été relaxés », s'inquiète-t-il.

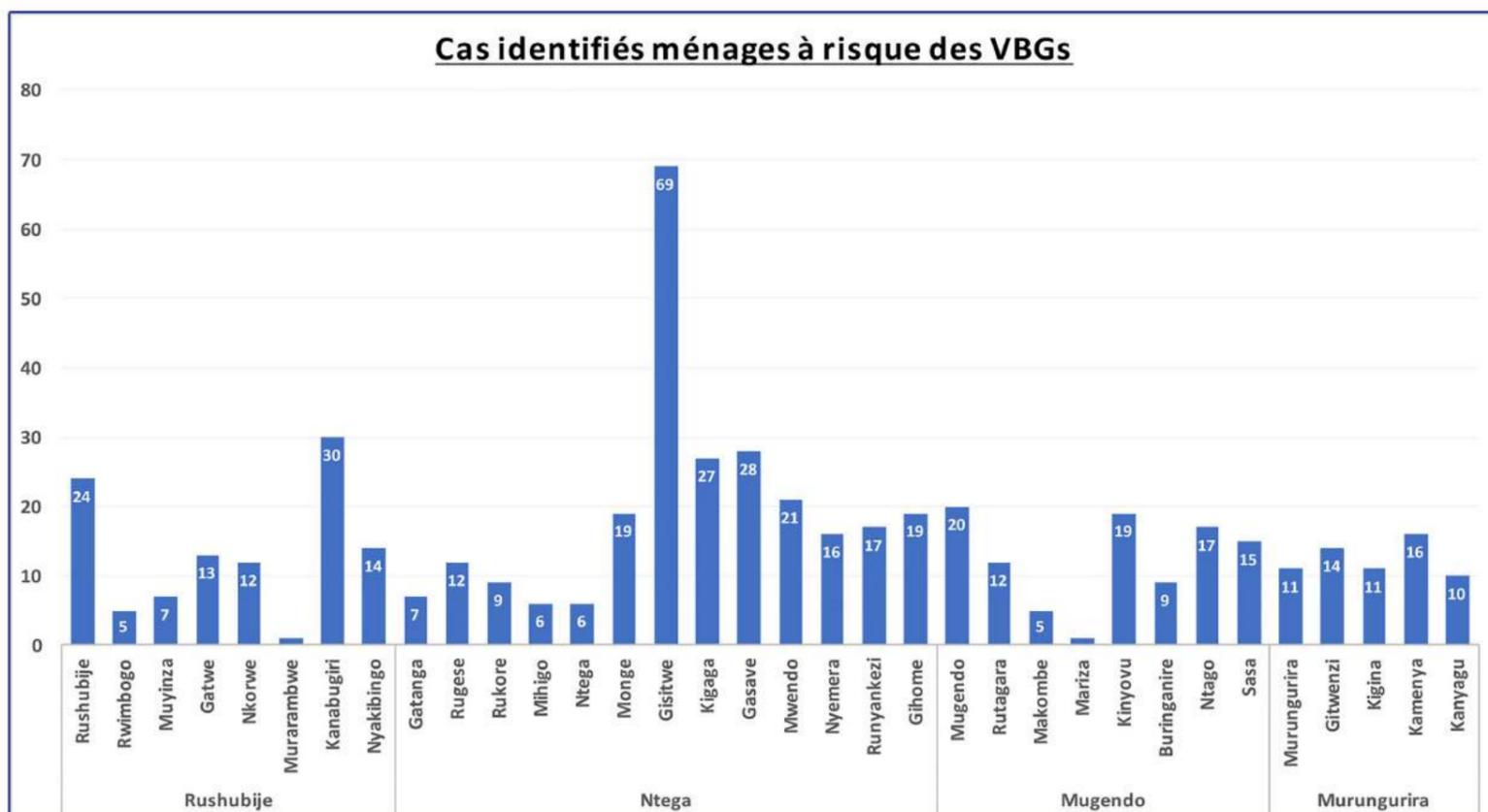
Jean Baptiste Kwizera, conseiller socio-culturel du gouverneur de la province de Kirundo confirme également qu'il y a des cas de VBGs dans toute la province.

« La campagne d'enregistrement des mariages à l'état-civil qui a débuté en 2017 a mis de côté une bonne partie des femmes. Celles-ci ont loué à leur tour des maisons et essayé de dérober les maris d'autrui », rappelle-t-il.

M. Kwizera se plaint que les VBGs constituent un danger social pour la société. Il explique que les enfants victimes de VBGs sont vite récupérés en famille. Un avis auquel les habitants de Kirundo n'adhèrent pas. Ils informent qu'un nombre important de ceux-ci deviennent des enfants de la rue.

Le conseiller socio-culturel du gouverneur de la province de Kirundo se soucie d'un phénomène nouveau qui est en gestation, à savoir : la débauche.

Mélance Maniragaba

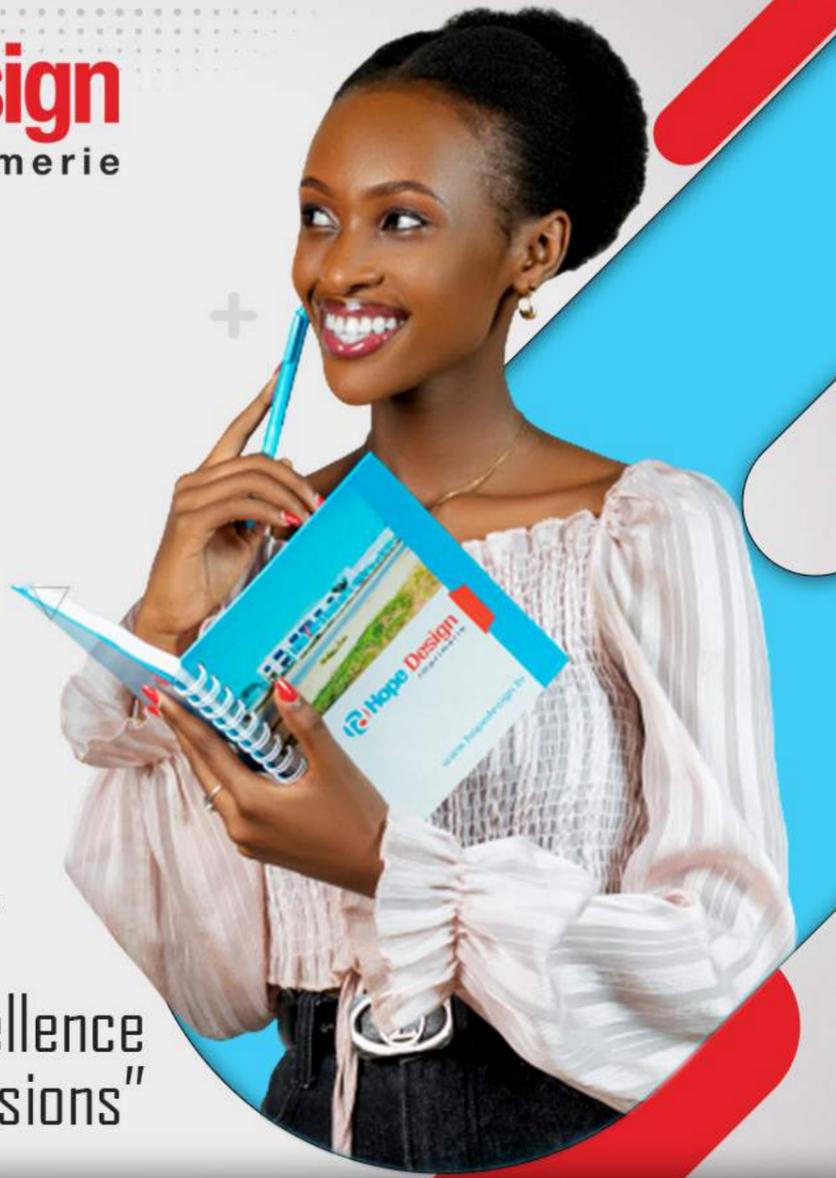


Graphique montrant l'état des lieux des ménages à risque de Violences Basées sur le Genre.

## IMPRESSION

- ▶ Manuels Scolaires
- ▶ Rapports
- ▶ Livres
- ▶ Boîtes à images
- ▶ Roll-up
- ▶ Blocs notes
- ▶ Brochures
- ▶ Etiquettes
- ▶ Autocollants
- ▶ Affiches
- ▶ Banderoles
- ▶ Articles pour les banques
- ▶ Autres articles

"L'innovation et l'excellence dans vos impressions"



Le journal se rapproche de ses lecteurs. Il va diffuser des informations en continue et en intégralité 24h/24.



### AVIS A NOS CHERS LECTEURS

La direction du journal porte à la connaissance du public en général et de ses lecteurs en particulier qu'il a déménagé vers son nouveau siège social situé sur la chaussée d'Uvira dans l'immeuble abritant les bureaux de l'Imprimerie Hope Design. Ce déménagement faisant partie intégrante des réformes visant à restructurer les formats de publication pour cette année 2023.

En plus du bulletin trimestriel « Dossier Pédagogique », le journal diversifie ses canaux de diffusion en renforçant sa présence sur les réseaux sociaux. A l'ère du numérique, la désinformation et les rumeurs inondent les réseaux sociaux. Pour ce faire, le journal Burundi Eco veut exploiter ses plateformes numériques (site web, Facebook, Twitter) pour informer sur l'actualité socio-économique.

Dans cette optique, le journal se rapproche de ses lecteurs. Il va diffuser des informations en continue et en intégralité 24h/24. Rejoignez dès maintenant des milliers d'internautes du village planétaire qui nous suivent à travers le monde. Ainsi, vous recevrez des flashes d'informations et une revue de la presse directement sur votre téléphone portable. Tout lecteur qui souhaiterait rejoindre le club de plus de 17 000 lecteurs qui reçoivent chaque semaine le journal peut soumettre d'ores et déjà une manifestation d'intérêt à l'adresse mail : [info@burundi-eco.com](mailto:info@burundi-eco.com).

Le Journal Burundi Eco vous propose un numéro chaque semaine en version électronique téléchargeable gratuitement sur le site web du journal [www.burundi-eco.com](http://www.burundi-eco.com). Les réformes envisagées impliquent également l'extension de son service commercial vers les domaines de la communication publicitaire, événementielle et marketing pour ses clients.

**POUR PLUS DE DETAILS**

Benjamin KURIYO, Directeur de publication  
Tél : 65 80 00 09/ 79 787 548  
Email : [direction@burundi-eco.com](mailto:direction@burundi-eco.com)

Mélance BUREGEYA, Directeur Général,  
Tél : 76 109 109  
Email : [bmelance@hopedesign.bi](mailto:bmelance@hopedesign.bi)

**SUIVEZ-NOUS SUR :**

- @BurundiEco
- @Journal BurundiEco
- +257 65 800 009

*Burundi Eco, une voix pour le développement social et économique.*



### NOUS RENDONS VOTRE ENTREPRISE ENCORE PLUS MEILLEURE

**A PROPOS**

Burundi Eco vous propose un numéro chaque semaine en version électronique téléchargeable gratuitement sur le site web [www.burundi-eco.com](http://www.burundi-eco.com). Les réformes envisagées impliquent également l'extension de son service commercial vers les domaines de la communication publicitaire, événementielle et marketing pour ses clients.

**POURQUOI NOUS CHOISIR ?**

- On vous offre une visibilité accrue et l'accès à des publics différents.
- On vous offre une vitrine extraordinaire pour améliorer globalement l'image de votre marque.
- Améliorer la fidélité envers votre marque.
- On vous aide à recueillir rapidement les avis et les commentaires sur vos produits et services.

**MEDIA**

- Conception du contenu pour site Web.
- Gestion et alimentation des réseaux sociaux pour nos clients.
- Publipostage et marketing par e-mail.
- Programmes d'avis clients.
- Dossier de presse et magazines pour nos clients.
- Agence de presse et photos.

**EVENT**

- Event Design & production.
- Event Management.
- Concept development.
- Shopping Mall Decoration.
- Audio & lighting.
- MC & performance service.

**MARKETING**

- Campagne publicitaire pour nos clients
- Road show
- Stratégies commerciales adaptées